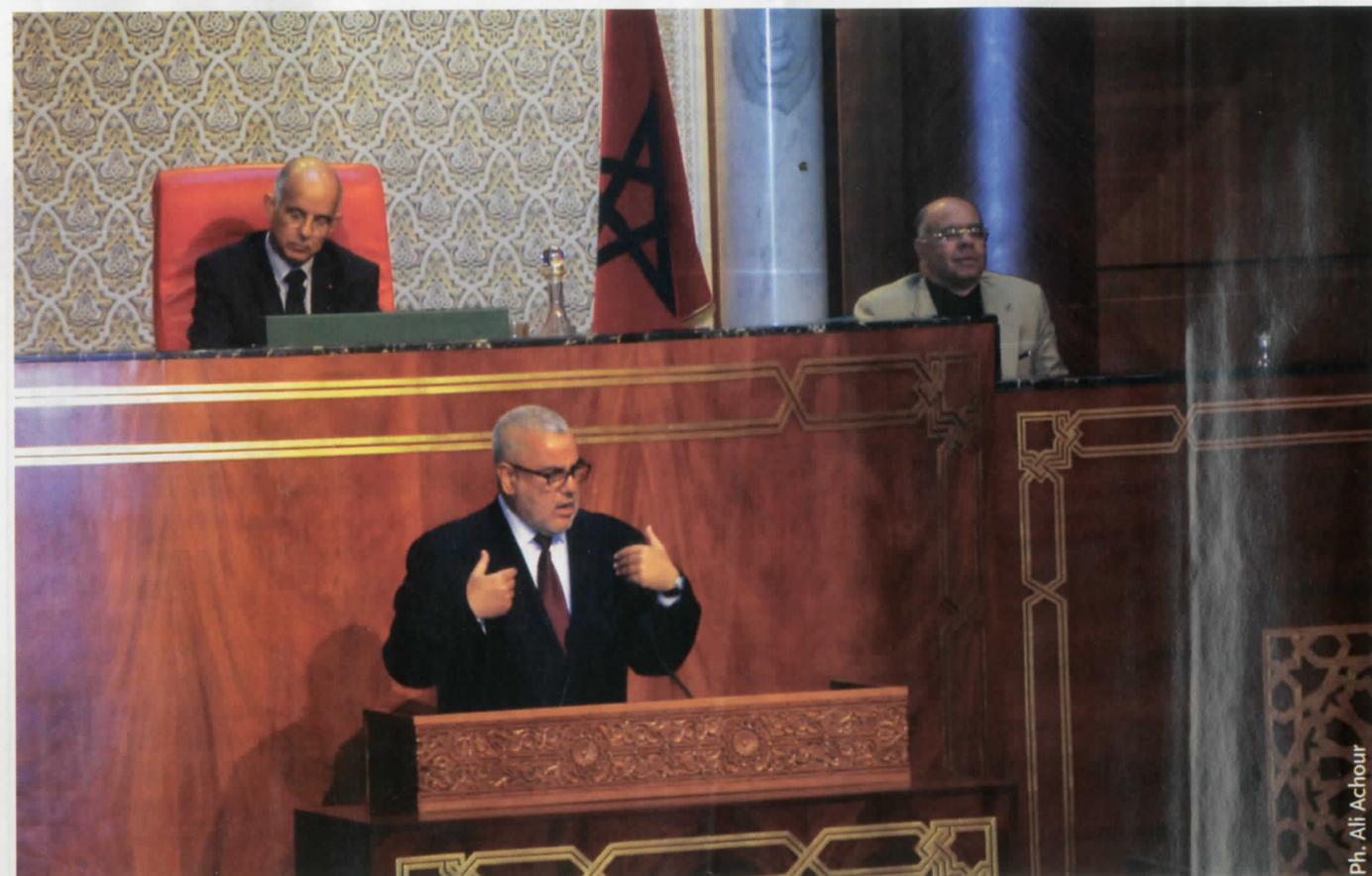


SÉANCE MENSUELLE DE POLITIQUE GÉNÉRALE

# Passé d'armes majorité-opposition au sujet de l'immigration



Ph. Ali Achour

**Le nombre des immigrés subsahariens a quadruplé, selon Abdelilah Benkirane, le Maroc s'étant transformé en pays d'accueil; sans oublier la traite des êtres humains.**

**M**igration et mobilité, c'est le thème choisi pour la première séance mensuelle de politique générale de cette session printanière à la Chambre des conseillers. Le sujet a été qualifié par des conseillers de groupes parlementaires divers de «plat réchauffé», sans doute pour justifier le fait qu'ils ne se sont pas bousculés au portillon de la deuxième Chambre. En effet, ils n'étaient pas plus d'une soixantaine à suivre une séance qui a quand même duré un peu plus de deux heures et connu un bras de fer majorité-opposition, le chef de gouvernement ne renonçant pas à son habitude de sorties médiatiques. Même si le ministre chargé des RME et des Affaires de la migration, Anis Birou, a gavé les conseillers de chiffres concernant la migration pendant ces derniers mois, Abdelilah Benkirane, de son

côté, ne s'en est pas privé. Il a informé que le lot du Maroc en immigrés clandestins est de 30.000, de 530 réfugiés et de 3.000 demandeurs d'asile, sans omettre de livrer un chiffre qui donne à réfléchir: 70.000 migrants en situation régulière! Le chef de gouvernement a tenu à situer la migration dans son contexte régional et africain pour expliquer les raisons qui l'engendrent, dont la famine, les guerres et les crises politiques ou économiques. La migration internationale frôle, a-t-il dit, 240 millions de personnes, dont 97 millions du Sud vers le Nord et 74 millions Sud-Sud. Un sujet, souligne le chef de gouvernement, qui prête à débat et qui est politisé et «électoralisé» à outrance. Le Maroc, a rappelé Benkirane, a été terre de migration par excellence, ce qui en a fait un Etat d'exportation de la migration, avant de se transformer en pays de transit, puis en pays d'accueil. De ce fait, a dit le chef de gouvernement, le nombre des immigrés subsaha-

riens a nettement progressé, sachant que les moyens du Royaume ne lui permettent pas de leur assurer du travail et les conditions d'une vie décente du fait de la nette progression du flux migratoire. SM le Roi Mohammed VI, a rappelé Benkirane, a appelé à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie nationale de la migration. La Constitution 2011 a dans ce sens réservé un intérêt particulier à la migration et à la lutte contre toutes les formes de discrimination. Tous ces acquis et efforts n'ont pas empêché le chef de gouvernement de reconnaître l'existence de «failles face à ce phénomène de la migration».

Face aux efforts consentis pour mettre en œuvre les dispositions de la stratégie nationale de l'immigration, laquelle met l'accent sur la nécessaire intégration des immigrés dans la société marocaine, Abdelilah Benkirane a mis le doigt sur un autre point tout aussi sensible, à savoir la lutte contre la traite des êtres humains. Aussi a-t-il appelé à s'attaquer sévèrement à ce phénomène en neutralisant ces réseaux spécialisés qui se lancent à partir de l'Oriental. Il a aussi appelé au renforcement de la surveillance des côtes maritimes pour freiner la migration des clandestins; surveillance qui a valu au Maroc la considération internationale. En effet, selon le chef de gouvernement, le Maroc a enregistré, depuis 2007, l'arrestation de 9.170 personnes et démantelé 1.174 réseaux de traite des êtres humains, fruit de la vigilance des sécuritaires qui opèrent sur les plages et les forêts qui hébergent les immigrés clandestins.

Réussir ce challenge, a conclu Benkirane, reste tributaire de la participation effective de l'Etat et de la société civile dans la mise en œuvre sur le terrain de la politique nationale de l'immigration. Et de réitérer la volonté du gouvernement de faire réussir ce chantier, conformément à l'approche intégrée prenant en compte le nécessaire partenariat avec les acteurs internationaux.

Concernant le débat, c'est l'opposition qui a ouvert le bal. Hakim Benchemmas, chef du groupe PAM à la Chambre des conseillers, a dit, clouant au pilori le gouvernement: «Nous n'avons décelé aucun indice sérieux qui témoigne de mesures concrètes pour soutenir une politique migratoire et les contours d'une politique complémentaire dans ce volet». Benchemmas s'est appuyé, pour stigmatiser le gouvernement, sur le rapport du comité onusien des travailleurs et des migrants qui, tout en saluant l'initiative royale et le rapport du CNDH, a enregistré des remarques négatives à l'adresse du gouvernement.

La majorité a de son côté salué l'action du gouvernement pour réformer le système relatif à l'asile et à l'immigration, sur initiative royale et suivant les recommandations du Conseil national des droits de l'homme (CNDH).

On s'en souvient, SM le Roi Mohammed VI avait exhorté l'ensemble des pays participant au sommet de l'Elysée sur la paix et la sécurité en Afrique (décembre 2013) à développer une nouvelle ap-

proche migratoire basée sur une démarche volontariste, généreuse et humaniste, tout en prenant en considération les impératifs sécuritaires■

Mohammed Nafaa

## Ce qu'en disent les groupes parlementaires

### Parti Authenticité et Modernité

«Vous n'avez rien dit sur l'affaire des 35.000 Marocains expulsés d'Algérie, ni sur le drame des Marocains dans les pays du Golfe, ni sur les Marocains du monde, ni encore sur l'encadrement religieux qui pose de grandes questions. Enfin, vous n'avez rien dit sur le phénomène du jihad des Marocains en Syrie».

### Parti de l'Istiqlal

«Nous remarquons un ralentissement des travaux des commissions régionales de la migration. Les Marocains résidant à l'étranger vivent une situation lamentable en Hollande, par exemple».

### Mouvement Populaire

«Il faudrait revoir le statut des associations pour soutenir celles qui soutiennent la migration. Il faut aussi combattre la traite des êtres humains».

### Rassemblement National des Indépendants

«C'est un dossier qui devrait évoluer loin de toutes spéculations politiques».

### USFP

«Nous saluons l'initiative royale qui est en harmonie avec notre vision et nos choix et qui a un impact positif quant à l'amélioration de la place du Maroc sur les scènes internationale et onusienne. Le gouvernement devrait évaluer la facture économique de cette initiative pour sa mise en œuvre».

### Union Constitutionnelle

«Le phénomène de la mendicité des immigrés africains monte en flèche».

### Groupe Fédéral

«Nous ne partageons pas la politique migratoire du gouvernement, ainsi que votre gestion du dossier des Marocains du monde qui est loin d'être ambitieuse».

### Union Nationale du Travail

«Où en est le dossier des immigrés marocains dans les pays du Golfe?». ns permanentes.■